

Migrants : Bruxelles refuse de céder aux " menaces " de Rome

Les pays européens ne parviennent pas à trouver une solution pour les migrants bloqués par l'Italie sur le bateau qui les a secourus



Bruxelles n'a pas cédé devant l'ultimatum formulé par Luigi Di Maio, le chef de file du Mouvement 5 étoiles (M5S, populiste) et vice-président du conseil italien : l'Union européenne (UE) n'a pas pris de décision, vendredi 24 août, sur l'accueil des 150 migrants toujours bloqués à bord du *Diciotti* et, plus généralement, sur la redistribution, en Europe, des candidats à l'asile.

Jeudi, M. Di Maio avait pris le relais du ministre de l'intérieur et dirigeant de la Ligue (extrême droite), Matteo Salvini, en indiquant que, faute d'accord vendredi, son pays pourrait suspendre sa contribution au budget européen dès le début 2019. Soit 20 milliards d'euros, selon M. Di Maio. Aucun pays membre de l'UE n'a, jusqu'alors, refusé d'acquitter sa participation au budget communautaire.

Une réunion de diplomates et d'experts avait été convoquée -vendredi, à Bruxelles, par la -Commission européenne. Il s'agit-sait, au départ, de reparler de -l'ensemble du dossier migratoire mais difficile, évidemment, de gommer la polémique actuelle avec Rome sur le *Diciotti*.

Le navire des gardes-côtes italien a secouru, dans la nuit du 15 au 16 août, 190 migrants. Treize d'entre eux ont été débarqués pour des raisons sanitaires à Lampedusa, puis le navire a accosté, le 20 août, à Catane, en Sicile. Depuis, les mineurs ont pu descendre, mais le gouvernement italien exige que les autres rescapés soient envoyés ailleurs en Europe avant de les laisser débarquer.

" Les menaces ne servent à rien et ne mènent nulle part ", a répliqué à M. Di Maio, vendredi midi, un porte-parole de la Commission. *" Les commentaires peu constructifs n'aident pas et ne nous rapprochent pas d'une solution "*, a-t-il -insisté. Bruxelles ne manque pas d'ajouter que si elle est désormais un contributeur net au budget européen – elle paie plus qu'elle reçoit en retour –, l'Italie perçoit quand même 10 à 12 milliards par an en moyenne via des fonds structurels, d'investissements, d'aides à la recherche... Au total, elle a aussi reçu 650 millions pour la gestion des migrants arrivés sur son territoire – soit quelque 700 000 personnes depuis 2014.

" Fixer des principes "

Selon l'un des participants, les représentants italiens à la discussion de vendredi n'ont pas réitéré la menace de M. Di Maio. *" Mais elle planait "*, indique-t-il. Pas question, en tout cas, pour les autres pays présents (France, Allemagne, Espagne, Autriche, Grèce, Malte et les pays du Benelux) de donner l'impression de céder au chantage, tout en reconnaissant l'urgence d'une solution humanitaire.

" Il s'agissait de tirer les leçons de ce qui s'est déroulé cet été et, surtout, de fixer des principes, des mécanismes durables pour l'accueil des bateaux, la répartition des migrants et le problème de leurs mouvements secondaires ", souligne un diplomate. La recherche d'une garantie de solidarité entre les Etats membres, la question de l'aide financière à apporter aux pays d'accueil et celle des lieux de débarquement – en principe, le " port sûr le plus proche " selon le droit maritime international – sont d'autres thèmes de débats qui se poursuivront en septembre.

Et le *Diciotti* ? *" Pas le sujet du jour "*, tranche l'un des participants. Il s'agissait pour les pays présents d'obtenir un engagement clair de l'Italie, *" une définition de ses principes et une orientation quant à ce qu'elle fera à l'avenir "*. *" On ne se voit pas avoir une discussion bateau après bateau "*, insiste une autre source.

La Commission affirme, de son côté, rester en contact avec Rome et d'autres capitales pour régler le sort des occupants du *Diciotti*. Vendredi, elle devait convenir qu'il restait incertain. En juillet, 450 migrants étaient

restés trois jours à bord du même bateau, jusqu'à ce que l'Italie accepte leur débarquement, après avoir obtenu que d'autres pays européens en accueillent une partie.

Dans une interview au *Corriere della Sera*, M. Salvini a ébauché à sa manière une solution à l'impasse. Elle consisterait en " *un bel avion qui arrive d'une des capitales européennes à l'aéroport de Catane. Les Européens peuvent montrer qu'ils ont un grand cœur en embarquant tous les aspirants -réfugiés. Nous avons joué notre rôle avec les jeunes* ", a-t-il déclaré. Annonçant une prochaine rencontre avec le premier ministre hongrois, Viktor Orban, à Milan, il évoquait une modification des traités et des conventions qui régissent l'asile.

" Cotiser est un devoir légal "

Le chef de la Ligue a réagi vendredi soir à la non-décision de Bruxelles en déclarant : " *Aujour-d'hui, l'UE nous a encore prouvé qu'elle n'est qu'une entité abstraite.* " A propos du *Diciotti*, M. Salvini a lancé : " *Nous fournirons toute l'assistance nécessaire à bord du navire. Mais personne ne débarque. Un seul pays ne peut pas gérer tout ce qui se passe. Et un continent comme l'Afrique ne peut pas continuer de se vider. Avec 5 millions d'Italiens en état de pauvreté absolue, dont 1,2 million d'enfants, je pense d'abord aux Italiens.* "

Face à son allié, le M5S paraît -divisé. Mais M. Di Maio apporte son soutien à M. Salvini : " *L'UE a décidé de nous tourner le dos, de se moquer des principes de solidarité et de responsabilité. (...) On ne va plus se laisser marcher dessus.* " Et de confirmer sa menace d'un gel de la contribution italienne au budget européen.

Le premier ministre, Giuseppe Conte, évoque " *une belle occasion* " perdue, selon lui, par l'Europe, qui aurait dû démontrer sa solidarité. Seul le ministre des affaires étrangères, Enzo Moavero, a fait entendre une autre petite musique. " *Cotiser - au budget européen - est un devoir légal* ", a-t-il tenté de rappeler.

Margherita Nasi et Jean-Pierre Stroobants

© Le Monde

◀ article précédent

Washington multiplie les pressions diplomatiques...

article suivant ▶

Le gouvernement espagnol ne veut pas...